

<https://journal.alternatives.ca/Unite-pour-la-paix-l-Assemblee-generale-des-Nations-Unies>



# « Unité pour la paix » : l'Assemblée générale des Nations Unies

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -

Date de mise en ligne : jeudi 10 avril 2003

---

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

---

**L'Assemblée générale des Nations Unies pourrait être sur le point de se réunir d'urgence afin de contester l'intervention en Irak. Mais les Etats-Unis font preuve d'une grande résistance. L'« autre superpuissance » (c'est-à-dire l'opinion publique mondiale s'exprimant au sein du mouvement pour la paix) pourrait renverser la vapeur en exigeant massivement une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies pour mettre immédiatement fin à la guerre en Irak.**

## UN PEU D'HISTOIRE

Lorsque l'Egypte nationalisa le canal de Suez en 1956, la Grande-Bretagne, la France et Israël envahirent le pays et commencèrent à progresser sur le canal. Le président Eisenhower exigea la fin de l'invasion. Des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies appelèrent au cessez-le-feu, mais la Grande-Bretagne et la France opposèrent leur veto. Les Etats-Unis s'adressèrent donc à l'Assemblée générale et lui soumirent une résolution demandant le cessez-le-feu et le retrait des troupes. L'Assemblée générale adopta la résolution au cours d'une réunion d'urgence. En l'espace d'une semaine, les troupes britanniques et françaises avaient quitté l'Egypte.

L'appel fut lancé à l'Assemblée générale selon la procédure dite d'« Unité pour la paix ». Celle-ci fut adoptée par le Conseil de sécurité afin que, même s'il se trouvait neutralisé par un ou plusieurs veto, l'ONU puisse tout de même agir. La Résolution 377 stipule qu'en cas de menace sur la paix, d'attentat à l'ordre public ou d'agression et si les membres permanents du Conseil de sécurité ne parviennent pas à s'entendre sur les mesures à prendre, l'Assemblée générale peut se réunir immédiatement et proposer des mesures collectives aux membres de l'ONU afin de maintenir ou de restaurer la paix et la sécurité internationales. Le mécanisme d'« Unité pour la paix » a été utilisé dix fois, la plupart du temps à l'initiative des Etats-Unis.

## LA SITUATION ACTUELLE

Lors d'une réunion qui s'est tenue le 24 mars dernier, les ministres des Affaires étrangères des pays arabes ont condamné l'invasion de l'Irak et appelé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à retirer immédiatement leurs troupes sans condition. L'ambassadeur de la Ligue arabe aux Nations Unies a déclaré : « Nous allons demander l'arrêt de l'invasion, le retrait des forces armées étrangères et la protection de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance irakiennes ». La Ligue a demandé à ses représentants à l'ONU de s'adresser tout d'abord au Conseil de sécurité puis, en cas de refus, à l'Assemblée générale.

Elle a finalement demandé à ce que la question soit débattue par le Conseil de sécurité et sa requête a été acceptée. Mais il fut décidé de ne pas soumettre de résolution contre la guerre car elle aurait très certainement été repoussée par un veto des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et l'échec d'une telle résolution aurait pu être utilisé pour légitimer la guerre.

Après maintes hésitations, une coalition de pays arabes, islamiques et en développement décida de demander une réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'Irak. L'Organisation de la Conférence islamique (OCI) a déclaré le 31 mars qu'elle était prête à porter la question de la guerre en Irak devant l'Assemblée générale. Elle regroupe cinquante-sept pays membres de l'ONU et a indiqué qu'elle prendrait les mesures nécessaires pour cette réunion avant le 9 avril. Il est prévu que la réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale soit officiellement demandée par l'ambassadeur malais Rastam Mohd Isa, qui dirige un mouvement de 115 pays en développement non alignés au sein des Nations Unies. L'ambassadeur prévoit de demander la réunion

exceptionnelle dans une lettre adressée au président par intérim de l'Assemblée générale.

### **OPPOSITION DES ETATS-UNIS**

Dans le même temps, les Etats-Unis ont vivement incité les Etats du monde entier ces deux dernières semaines à les aider à s'opposer à la réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale sur l'Irak. « Nous ne pensons pas qu'une réunion de l'Assemblée générale soit nécessaire, a affirmé un représentant du gouvernement. Ce type de rencontre ne ferait que diviser les membres de l'ONU ».

Greenpeace a publié une communication des Etats-Unis aux délégués auprès des Nations Unies du monde entier, que lui a confié l'un de ce délégués, exaspéré. Elle déclare : « Face à l'ambiance extrêmement tendue, les Etats-Unis considéreraient une réunion de l'Assemblée générale sur l'Irak comme inutile et dirigée contre les Etats-Unis. Sachez que cette question et que votre position à son sujet sont importantes pour les Etats-Unis. » Elle prévient (menace ?) en outre : « L'organisation d'une réunion entraînant la discorde ne pourrait que nuire encore davantage aux Nations Unies. »

### **NE PAS CEDER**

Tandis que l'écrasante majorité des nations du monde entier et de leur population est opposée à l'attaque du gouvernement Bush sur l'Irak, la peur des représailles des Etats-Unis a incité à maintes reprises des membres de l'ONU à se retirer du mouvement de l'appel à l'« Unité pour la paix » auprès de l'Assemblée générale. Selon United Press International, un recensement officieux montre que le nombre d'Etats s'alignant sur les pays arabes est insuffisant pour porter la question devant l'Assemblée générale.

Divers blocs des Nations Unies discutent actuellement d'une formulation sur laquelle ils pourraient s'entendre. Un communiqué de l'OCI a appelé au cessez-le-feu immédiat, au retrait d'Irak des troupes étrangères et au respect de la souveraineté et de l'indépendance politique de l'Irak et des pays voisins. L'Organisation envisage cependant de soumettre à l'Assemblée générale une résolution moins radicale, exprimant son regret du recours à la force contre l'Irak, afin d'obtenir le soutien d'autres pays, notamment en Europe. Ce processus pourrait se prolonger indéfiniment.

### **DE L'IMPORTANCE DE L'UNITE POUR LA PAIX**

Une résolution de l'Assemblée générale ne suffit pour arrêter la guerre. Ses décisions ne sont pas nécessairement contraignantes du point de vue juridique. Le gouvernement Bush a en outre déjà fait preuve de sa volonté de défier les Nations Unies et le droit international. Une telle résolution n'en demeurerait pas moins un coup terrible porté au gouvernement Bush, ainsi que le montre sa campagne pour empêcher la réunion de l'Assemblée générale.

Une résolution du type Unité pour la paix augmentera aux Etats-Unis, parmi la population et les élites, la crainte de l'isolement par rapport au reste du monde. Cette crainte jouera un rôle important car elle mobilisera non seulement contre la guerre en Irak, mais également, d'une manière plus générale, contre la politique de guerre préventive et de domination internationale menée par le gouvernement Bush.

Cette résolution légitimera en outre encore davantage toutes les actions du mouvement mondial pour la paix. Dans chaque pays, toutes ces actions ne représenteront plus uniquement l'expression d'une opinion, mais également les efforts pour mettre en oeuvre la décision de l'autorité suprême internationale.

Enfin, cette résolution jettera les bases de l'action future de l'ONU, tant vis-à-vis de l'Irak que, plus généralement,

pour contourner le veto des Etats-Unis. Elle peut par conséquent constituer le point de départ pour que les Nations Unies retrouvent leur statut de porte-parole du monde.

### DE L'IMPORTANCE D'UNE CAMPAGNE EN FAVEUR DE L'UNITE POUR LA PAIX

La campagne mondiale en faveur de l'Unité pour la paix offre au mouvement international pour la paix (l'« autre superpuissance ») une chance unique. Elle fournit en effet un point de rassemblement formidable pour la lutte dans la rue et sur la scène politique. Elle permettra au mouvement de peser au niveau mondial.

Dans tous les pays où la majorité de la population est opposée à la guerre (probablement la totalité des pays du monde à part les Etats-Unis et Israël), le mouvement pour la paix peut exiger des gouvernements qu'ils refusent le diktat des Etats-Unis et soutiennent l'Unité pour la paix.

Dans la rue, l'Unité pour la paix peut devenir le mot d'ordre central des prochaines manifestations mondiales contre la guerre. Ce principe a été adopté par de nombreuses organisations, comme CND (la campagne pour le désarmement nucléaire) en Grande-Bretagne et Greenpeace, mais il ne semble pas encore avoir fait réellement son apparition dans l'ordre du jour ni sur les banderoles des grandes manifestations pour la paix à travers le monde. Un exemple à suivre : récemment, les participants d'une manifestation à Santiago du Chili ont exigé du président qu'il soutienne un appel pour que l'Assemblée générale des Nations Unies organise une réunion exceptionnelle pour « prendre des sanctions morales contre Bush ».

Au niveau politique, les parlements peuvent exiger de leurs gouvernements qu'ils soutiennent l'Unité pour la paix. En Russie, la Douma a récemment adopté une résolution appelant à l'intervention de l'Assemblée générale en Irak. En Thaïlande, la Commission permanente du Sénat pour les Affaires étrangères a fait de même. Les partis politiques offrent une autre possibilité. En République tchèque, où le gouvernement a longuement hésité sur la position à adopter à propos de l'intervention en Irak, le parti social-démocrate au pouvoir vient de voter pour condamner la guerre quasiment à l'unanimité (la motion était soutenue par Jan Kavan, l'ambassadeur tchèque aux Nations Unies, qui est également le président actuel de l'Assemblée générale).

Aux Etats-Unis, le mouvement pour la paix peut rendre public et attaquer le sabotage de l'ONU par le gouvernement Bush et ses efforts illégitimes, amplement contestés et contre-productifs pour interférer dans les décisions politiques des autres pays à travers le monde.

C'est également l'occasion pour les groupes religieux, les salariés et les autres organisations de la société civile de se faire entendre. C'est ainsi qu'un groupe d'associations catholiques italiennes a présenté un pétition au gouvernement italien, exigeant « le recours à l'Assemblée générale pour bloquer, en vertu de la Résolution 337 (Unité pour la paix), toute action non conforme à la Charte des Nations Unies pour ramener la paix ». Il a appelé à « un cessez-le-feu mettant fin au massacre inutile en Irak ». Un groupe d'organisations internationales de femmes a appelé à une réunion d'urgence de l'Assemblée générale, soulignant que « la volonté de nombreux pays membres de l'ONU de s'opposer fermement aux Etats-Unis, renforcée par l'appel en faveur de l'Unité pour la paix, apporte l'espoir du renouveau du système international ».

*Post-scriptum :*

*Par Jeremy Brecher, historien*

*Traduction. Sylvie Guillocheau.*

*Coeditrad, traducteurs volontaires(\*)*

Contact pour cet article : [jbrecher@igc.org](mailto:jbrecher@igc.org)

Article tiré du bulletin Grain de sable d'ATTAC France

[Une pétition de Greenpeace sur Internet](#) appelant à une réunion de l'Assemblée générale a déjà reçu 60 000 signatures à travers le monde. [Une pétition au niveau européen a également été lancée](#)